

Principaux résultats pour les zones les plus touchées

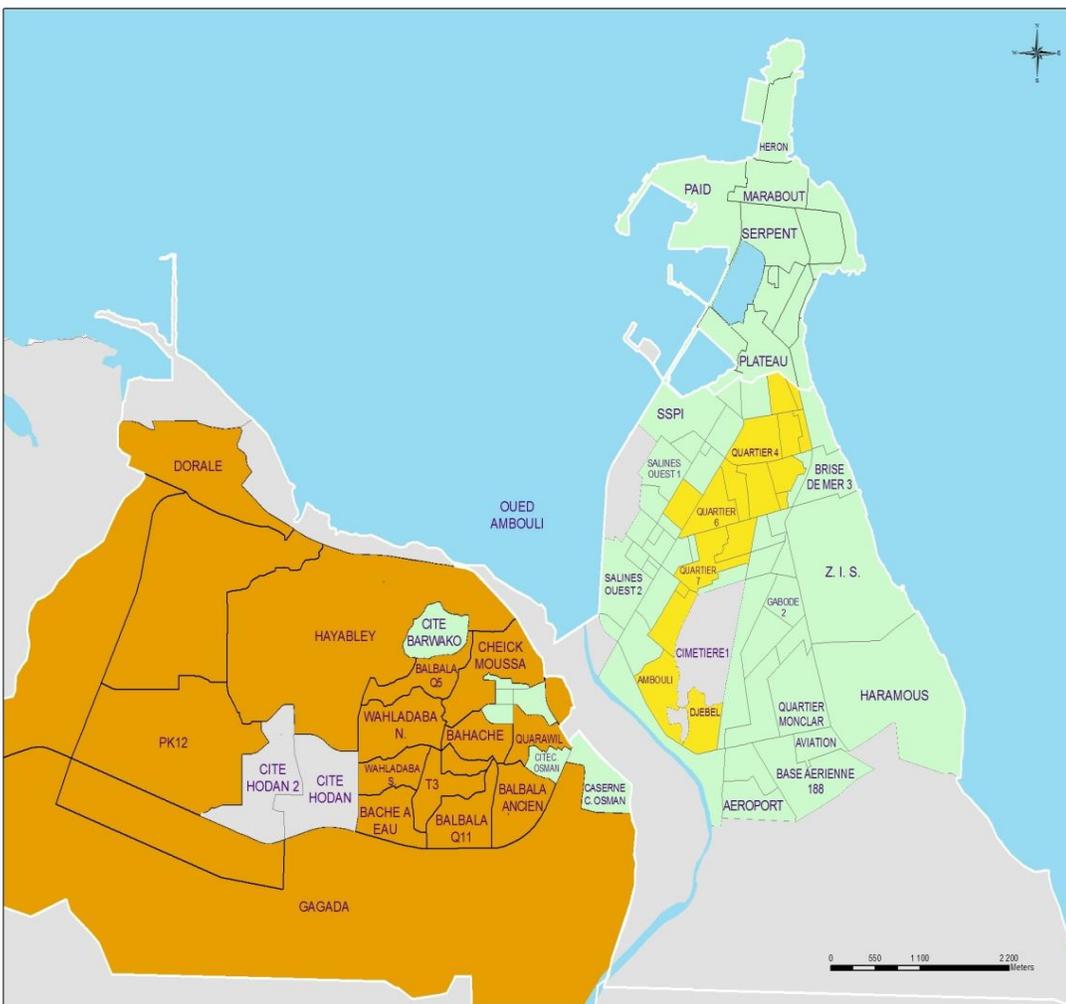
Consommation alimentaire : D'après le rapport EFSA urbain du PAM de fin 2012, 21% de la population résidente dans les quartiers pauvres de la commune de Balbala ont une consommation alimentaire inadéquate dont 11% avec une alimentation pauvre.

Evolution des moyens d'existence : Le même rapport EFSA indique que 12,2% des ménages les plus pauvres, ont avoué avoir mendié pour survivre. Par ailleurs, 42% de la population vivant dans l'arrondissement 5 est en situation de pauvreté extrême ainsi que 37,3% de la population de l'arrondissement 4, les deux quartiers sont dans la commune Barbara.

Nutrition : La Commune de Balbala a un taux de malnutrition aiguë globale de plus de 10,6% (enquête SMART 2010) pour une moyenne nationale de 10,0%. Cette moyenne serait au tour de 20% à la fin de 2012, d'après le rapport provisoire PAPFAM 2012, synonyme d'une dégradation nutritionnelle.

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

La Ville de Djibouti abrite à elle seule 58.1% de la population du pays. La majorité des ménages à faible pouvoir d'achat se concentre dans les communes de Balbala et Boulaos. Après avoir perdu leurs principales sources de revenu à cause de la sécheresse récurrente, ces ménages, issus du milieu rural, sont pour la grande majorité contraints de migrer vers les zones périurbaines en quête d'opportunités de travail. En outre, la situation des ménages en insécurité alimentaire extrême dans certains quartiers de ces communes reste préoccupante due à un taux de chômage très élevé chez les travailleurs journaliers et à un niveau élevé des prix des aliments de base.



Éléments de la carte

Phase d'Insécurité alimentaire aiguë

- 1 ■ Minimale
- 2 ■ Sous pression
- 3 ■ Crise
- 4 ■ Urgence
- 5 ■ Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Non analysée

! Zone qui serait probablement au moins dans 1 phase pire sans les effets de l'aide humanitaire.

Déni de responsabilité:
Les frontières et les noms indiqués et désignations employés dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des Organisations collaboratrices et des Partenaires mondiaux de l'IPC.

Pour en savoir plus

Yonis Adar (MAPE-RH):
Yonisadar@yahoo.fr
Ali Mohamed Ali (FAO) :
MohamedAli.Ali@fao.org

Partenaires nationaux de l'analyse et organisations de soutien



Partenaires globaux IPC



Partie 2: Résumé des Conclusions, Méthodes, et Prochaines Étapes

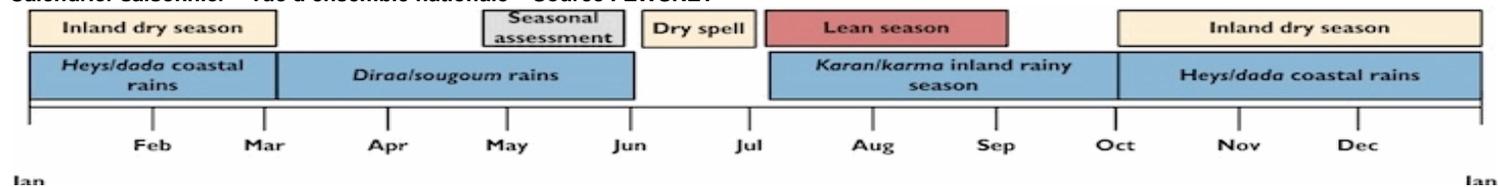
Principales conclusions et enjeux

La disponibilité alimentaire en République de Djibouti est essentiellement pourvue par des importations, qui représentent plus de 90% des besoins alimentaires. L'accès alimentaire dépend fortement du cours du marché intérieur et extérieur et de la dynamique des sources de revenus fluctuant suivant les périodes au rythme du marché mondial. Ainsi, l'augmentation des prix des produits alimentaires estimée à 23% dans l'intervalle de moins d'une année, diminue de plus en plus le niveau d'accès alimentaire. De plus 73% des revenus des ménages en insécurité alimentaire d'après le rapport EFSA 2012, étant affectés aux dépenses alimentaires, 25% les ayant acquiert par crédit. La diminution de l'accès alimentaire est particulièrement importante pour les familles installées dans les périphéries de la ville de Djibouti, fuyant le milieu rural dont les moyens d'existence (essentiellement le pastoralisme) sont anéantis par les conditions extrêmes. En effet, les sécheresses récurrentes et la dégradation de l'environnement liée aux changements climatiques ont entraîné l'appauvrissement de la population dans les zones rurales ainsi que leur déplacement massif vers la capitale et sa périphérie où se trouvent concentrées les infrastructures économiques du pays. Ces familles se retrouvent principalement dans les communes de Barbara et Boulaos, qui sont par ailleurs très vulnérables au moindre choc par leurs taux de pauvreté très élevés (voire les taux de pauvreté à la première page au niveau des principaux résultats). La détérioration de la consommation alimentaire et de la nutrition témoigne cette importante fragilité à l'insécurité alimentaire des deux communes. En effet, les rapports de l'analyse de l'insécurité alimentaire menée par le PAM indiquent que le score de consommation alimentaire pauvre et limite a connu une détérioration d'environ 10% entre 2010 et 2012 en ville de Djibouti, la forte dégradation étant relevée dans les communes les plus à haut risque.

Méthodes, processus et enjeux principaux

L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle menée du 26 au 30 Mai 2013 pour la ville de Djibouti est la première analyse spécifiquement urbaine menée avec l'IPC. Le cycle d'analyse IPC est dans sa deuxième année consécutive depuis décembre 2011. Les analyses précédentes ont porté uniquement sur l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë en milieu rural. Cette analyse concerne la problématique de la sécurité alimentaire à Djibouti-ville, mais aussi a amorcé l'analyse de la réponse en milieu urbain (Djibouti-Balbala). Les participants à cette analyse étaient au nombre de 35. Ces derniers ont bénéficié d'une formation de 2 jours sur les bases de l'IPC, environ un tiers d'entre eux avaient pris part aux sessions de formation et d'analyse des cycles précédents. Les participants incluaient les représentants du MAPE-RH des régions (50%), les agents d'appui de la FAO, représentants des institutions gouvernementales (MAPE-RH, Ministère de l'Intérieur, DISED et SEGRC), des représentants du système des Nations Unies et ONG nationales et internationales. L'analyse a été faite sur la base des zones de moyens d'existence qui composent les communes, constituant un total de 3 unités d'analyse. Les données ayant appuyé l'analyse ont été acquises de différentes sources de manière inclusive. Les documents principaux sont fournis par DISED (Eau et Assainissement, Rapport provisoire de l'enquête sur la pauvreté 2012), PAM (EFSA juillet 2012), UNICEF/MINISANTE (Enquête SMART 2010 et évolution des admissions dans les centres nutritionnels), FEWSNET (prix et profils des moyens d'existence), et HCR. Il est important de signaler la nécessité de permettre une mise à jour permanente à travers la collecte des données systématisée et plus détaillées voire une analyse concrète de l'insécurité alimentaire à Djibouti ville qui dénombre près de 60% de la population du pays.

Calendrier saisonnier – vue d'ensemble nationale – Source FEWSNET



Recommandations pour les prochaines étapes

L'exercice d'analyse en milieu urbain et périurbain a montré des signes d'une insécurité alimentaire en phase 3 « Crise » dans la commune de Balbala. Plus de données sont requises pour pouvoir permettre une analyse de l'insécurité alimentaire dans la commune de Ras-Dika, qui manifeste aussi des signes d'insécurité alimentaire prononcée. Nous recommandons que les enquêtes en perspective (EFSA, SMART, ect...) collectent les données permettant d'établir une distinction entre les quartiers de la ville de Djibouti en général et des quartiers périphériques en particulier. Une session des leçons apprises et un approfondissement de la formation technique du GTT sont aussi nécessaires pour une meilleure appropriation de l'outil d'une part et pour une amélioration de la qualité du produit final IPC d'autre part. Il est aussi important que le processus d'appropriation de l'outil par le Gouvernement soit une priorité à court terme pour Groupe Technique de Travail sur l'IPC.

Contact pour de plus amples informations

Groupe de Travail Technique IPC: Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques, SEGRC, FEWSNET, UNICEF, PAM, PNUD, FAO et ACf

Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org